La rébellion burundaise boude les postes que lui propose le pouvoir

PANA, 29/12/2008Bujumbura, Burundi - Le Parti pour la libÃ©ration du peuple hutu/Front national de libÃ©ration (PALIPEHUTU-FNL) a qualifiÃ©, lundi, de "miettes" et refusÃ©, les 33 postes que lui proposait lâ€™Etat burundais dans les diffÃ©rentes institutions, en vertu de lâ€™accord de cessez-le-feu liant les deux parties belligÃ©rantes, a-t-on appris de source proche de la derniÃ¨re rÃ©bellion active au Burundi.Ces postes font partie des engagements pris par le pouvoir de Bujumbura lors du sommet des chefs dâ€™Etat et de gouvernement membres de lâ€™Initiative rÃ©gionale de paix pour le Buru le 4 dÃ©cembre courant, Ã Bujumbura.
Le PALIPEHUTU-FNL aurait reÃ§u des offres de deux ambassades en Occident, deux gouvernorats, quelques postes de responsabilitÃ©s Ã la tÃªte des sociÃ©tÃ©s paraÃ©tatiques ainsi que des postes de conseillers principaux au niveau de lâ€™ExÃ©cutif."Notre combat mÃ©rite plus de considÃ©ration et il faudra reprendre les discussions avec le gouvernement burundais sur ces offres insignifiantes", a confiÃ© Ã la PANA, lors dâ€™un entretien tÃ©lÃ©phonique, le porte-parole du PALIPEHUTU-FNL au sein du MÃ©canisme conjoint de vÃ©rification et de suivi (MCVS) de lâ€™accord de cessez-le-feu, Anatole Bacanamwo.La marge de manÅ“uvre du pouvoir nâ€™Ã©tait cependant pas grande puisque pour entrer dans dâ€™importantes institutions Ã©tatiques, comme au gouvernement, il faut quâ€™un parti politique ait rÃ©alisÃ© un score dâ€™ 5% des suffrages exprimÃ©s lors des derniÃ¨res Ã©lections lÃ©gislatives, selon la Constitution nationale.Le mouvement rebelle nâ€™ayant pas pris part aux Ã©lections gÃ©nÃ©rales de 2005, il faudrait alors changer la Constitution pour lui trouver d places au gouvernement, argumentent les tenants du pouvoir.Pour le responsable rebelle, en revanche, il faudrait attendre les prochaines Ã©lections gÃ©nÃ©rales de 2010 et sâ€™en remettre au verdict populaire.Les choses ne sâ€™annonc lÃ aussi faciles, puisque le PALIPEHUTU-FNL devra dâ€™abord renoncer aux rÃ©sistances actuelles et accepter de changer dâ€™appellation Ã connotation ethnique pour mÃ©riter lâ€™agrÃ©ment en tant que parti politique admissible Ã la compÃ©titio Ã©lectorale.Le mouvement rebelle a des exigences pour renoncer Ã une appellation qui lui est chÃ¨re et dans laquelle se reconnaissent la majoritÃ© de la population Ã dominante hutu.Une campagne de sensibilisation des militants et sympathisants au changement dâ€™appellation doit dâ€™abord avoir lieu et nÃ©cessitera un budget de 300.000 dollars US po sillonner tout le pays, a dit M. Bacanamwo, en sâ€™en remettant Ã la bonne volontÃ© de la communautÃ© internationale qui parraine le processus interburundais de paix.Le rassemblement des milliers de combattants, candidats Ã la dÃ©mobilisation, traÃ®nerait Ã©galement par la faute de la communautÃ© internationale qui nâ€™a toujours pas apprÃªtÃ© les moyens matÃ©riels et financiers promis pour amÃ©nager et Ã©quiper correctement des sites dâ€™accueil, a Ã©galement fait s le porte-parole du PALIPEHUTU-FNL au MCVS.Ces divergences risquent de retarder lâ€™Ã©chÃ©ance du 31 dÃ©cembre 200 laquelle les deux parties devraient avoir bouclÃ© les nÃ©gociations pour mettre enfin en application, de maniÃ¨re effective, leur accord de cessez-le-feu en souffrance depuis bientÃ´t trois ans, comme lâ€™exige encore les pays membres de lâ€™Initiat rÃ©gionale de paix pour le Burundi, sous peine de sanctions Ã lâ€™encontre de la partie belligÃ©rante qui se sera rendue coupable de bocages avÃ©rÃ©s.